



CHS-CT du 2 février 2016

fo.044@dgfip.finances.gouv.fr

(02.40.20.76.56 tous les matins sauf le mercredi)

Amiante

Liminaire des représentants du CHS-CT Finances 44 CGT CFDT **FO SOLIDAIRES**

A la veille du onzième anniversaire de la destruction du Tripode, dont 350 tonnes d'amiante ont été retirées, les représentants au CHSCT, partie prenante de l'intersyndicale amiante du Tripode Beaulieu de Nantes, INSEE, Finances Publiques et Ministère des Affaires Étrangères continuent le combat avec beaucoup de collègues actifs et retraités pour obtenir :



- la reconnaissance du Tripode en site amianté ;
- une attitude véritablement bienveillante de l'administration lorsque des collègues actifs ou retraités sont victimes de séquelles ou de maladies liées à l'amiante ;
- l'indemnisation de plus d'une centaine de collègues en raison du « préjudice moral et de conditions d'existence » ;
- le désamiantage du 1^{er} étage du site de Pornic et la préservation de la santé de tous les agents.

Point d'information sur le Centre des Finances Publiques de PORNIC

Suite à la découverte de sable s'écoulant des cloisons, un vent d'angoisse a soufflé au 1^{er} étage de ce bâtiment. En effet, il y a une forte probabilité que ce sable soit amiante. Dans l'urgence, les collègues se sont réinstallés dans des salles du rez-de-chaussée et du rez-de-jardin. Ces solutions de relogement restent malgré tout précaire, d'un point de vue ergonomie.

Les premiers résultats s'avèrent négatifs. Des analyses sont encore en cours, analyses faites après « brassage » dans le site (sans agent) le mardi 2 février.

Ce site aurait dû faire l'objet d'un désamiantage total il y a déjà de nombreuses années : cela n'avait été fait que partiellement. Encore une fois, l'administration joue la montre. Les débats ont été agités. Ainsi par exemple, les représentants des personnels ont reproché à la DRFiP44 de ne pas leur donner d'informations sur l'étude annoncée au CTL de mars 2015, pour un montant de 30 000 €, visant à désamianter le 1^{er} étage de Pornic. Comme par magie, le 8 février 2016, le maître d'œuvre devrait (enfin !) se déplacer.



Après une interruption de séance, l'Intersyndicale a posé 3 conditions :

- x évacuation du 1^{er} étage, quelques collègues faisant de la résistance,
- x pas de réinstallation sans avis préalable du CHS-CT,
- x **Communication à l'ensemble des membres du CHS-CT des documents relatifs à ce dossier (Document Technique Amiante, rapport de l'Inspecteur Santé et sécurité au Travail, ...).**

Information sur une opération de désamiantage à la Tour Bretagne

Une opération plus classique de désamiantage va être menée (par le Secrétariat Général, propriétaire) dans un local technique de 15m² situé au 21 étage de la Tour de Bretagne. Ledit local est consigné depuis août 2015. Cet étage sera peut-être déménagé momentanément.



DSFiP : Visite de site du CHSCT du 04/12/2015



Le 4 décembre 2015, une délégation du CHS-CT a rendu visite aux collègues des services Établissement Autonomie Financière (EAF) et du Centre de Gestion des Retraites à l'Étranger (CGRE) de la Direction Spécialisée des Finances Publiques pour l'Étranger (DSFiPE ex TGE) située à Nantes (rue de Malville).

Des difficultés du CGRE ont été longuement évoquées, service qui connaît un turn-over important du fait de la charge de travail. La direction en a convenu. D'ailleurs, cette équipe est régulièrement aidée par des renforts (3 actuellement).

Le manque d'adaptation des outils informatiques (ex : PASTEL) a également été abordé. La direction indique que cette application est en cours de réécriture.

Coté formation, la DSFiPE s'y est dite attentive. Le fondé de pouvoir verra les agents de ce service fin février dans le cadre du plan de soutien.

D'autre part, des mesures d'empoussièrement seront réalisées d'ici à fin 2016 dans le local des archives, commun aux différents services de ce site.

DOUANES : la fermeture de la recette locale de Thouarcé

Une fiche d'impact nous a été présentée pour ce site. Rappelons qu'en mars 2015 (sans aucune documentation à l'appui), le directeur des Douanes nous avait indiqué que, suite au départ en retraite de deux collègues, le dernier agent de ce site serait affecté à Angers ... et tiendrait une permanence 2 demi-journées par semaine. Il avait alors précisé qu'il ne s'agissait pas d'une fermeture mais d'une simple modification.

A **FO**, nous ne sommes pas dupes et nous l'avons dit : cette première étape avait pour but de préparer la fermeture de Thouarcé. Forcément aujourd'hui, cela nous est présenté comme ne posant pas de difficulté ... Ce dossier sera prochainement évoqué au CTL de cette direction, et la date de fermeture devrait y être précisée.

En séance, le directeur des Douanes a également parlé du groupe de travail national qui a envisagé la fermeture de toutes les recettes locales. La politique de dématérialisation – *ici notamment grâce au futur logiciel CIEL (contributions indirectes en ligne) courant 2016 qui va informatiser les déclarations récapitulatives mensuelles (DRM) des produits soumis à accises* - est un argument de poids ... comme dans les autres directions de Bercy ! ...Parfois en méconnaissant les problèmes engendrés par les nouveaux applicatifs

A quand la fermeture de la recette locale de Vallet ? La suite sous peu certainement

DRFiP : information sur l'avancement des travaux de réorganisation des services nantais et d'implantation du SIP sud Loire (Rezé)

Commençons par ce qui va à peu près bien : **le nouveau SIP** (service Impôts des Particuliers) de Nantes Sud (.2 rue Eugène Orioux à Rezé)

Pour avoir rencontré récemment les agents de ce site, nous pouvons dire à **FO** que c'est un quasi-succès. Ce qui a posé problème est rectifié au fur et à mesure par la DISI (services Informatiques) et le service logistique (BILI).



Les problèmes de stationnement qui avaient suscité des inquiétudes ne sont plus à l'ordre du jour.

Coté restauration, le Phare Ouest avec qui les services sociaux ont signé une convention, s'adapte aux requêtes des agents. Trois nouveaux collègues arriveront le 1^{er} mars. Les vacances d'emplois qui demeureront à l'issue de ce mouvement devraient pouvoir se régulariser rapidement avec sans nul doute de nouvelles demandes de mutations pour le mouvement du 1^{er} septembre prochain (*sauf vacances d'emplois dues au manque d'effectifs budgétaires qui touche les Finances Publiques au niveau national ... et donc aussi dans le 44*).

Si ce n'est pas le cas, il faudra attendre un an de plus pour les Inspecteurs et contrôleurs qui se sont vu supprimer le mouvement complémentaire de mars, sur décision arbitraire du Directeur Général, qui a une vision bien à lui du dialogue social ...

FO a comme ses militants s'y étaient engagés auprès des agents, évoqué le problème d'une cloison trop fine et qui ne permet pas la confidentialité entre le bureau de 4 agents et celui d'un adjoint. A quelques semaines des évaluations, c'est ennuyeux. Le sujet doit être revu.

Par ailleurs, une présentation de la vidéoprotection nous est faite en séance.

Restructurations à Cambronne : là ça se gâte ! même si également sur ce site, la DISI et BILI ont donné un sacré coup de collier pour régler toutes les embûches de cette restructuration démentielle ! Chapeau à eux....

Rappelons-le, cette restructurations consistait en :

- ✗ la création de 2 nouveaux services les PCR (Pole de Contrôle revenus du patrimoine) où étaient affectés des agents en provenance de plusieurs anciens services ;
- ✗ la suppression de 2 SIP qui passaient de 6 à 4 dont un à Rezé,
- ✗ la suppression de 2 SIE qui passaient de 6 à 4, etc

Pour le reste, ça a, conformément à ce que les syndicats dénonçaient, semé une belle panique. Nous ne sommes plus du tout dans le simple « changement de chaises » si cher au représentant de la DRFiP en CHSCT !

Pour couronner le tout, du côté de la sphère professionnelle, un problème national a un peu plus encore semé la pagaille !

En effet, dans un contexte déjà tendu pour ces services notamment du fait de nombreux dysfonctionnements, les Services Impôts Entreprises (SIE) ont été impactés par un nouvel incident : le rejet de télé-paiements par absence de mise à niveau de la norme SEPA.

Si tous les SIE ont connu cette complication, à Nantes ça a pris des proportions monstrueuses et ce en raison des réécritures des dossiers suite aux restructurations gigantesques.

Ils s'en seraient bien passé nos collègues de cette spécificité nantaise ! Et il faudra plusieurs mois pour que la situation revienne à la normale... **normale** qui est déjà de plus en plus insupportable du fait des suppressions d'emplois ... et pas seulement : des vacances d'emplois récurrentes désormais !



Registres Santé Sécurité au Travail (SST)

| | |
|-----------------|--|
| Douanes | <ul style="list-style-type: none">✗ site de Laval : les demandes sont prises en compte par l'administration.✗ site de Vallet : attente de la réponse de la Mairie (propriétaire des lieux) |
| DRFiP 44 | <ul style="list-style-type: none">✗ Accueil Jules Verne : remise en place de la fontaine à eau dans le local des agents par la société AXO. Pour la pose d'une caméra, attente d'un retour d'expérience de REZE✗ CSP Nantes Municipale : la VMC, dont l'état a été qualifié de crasseux par les agents, a été vérifiée. Le problème perdurant, de nouvelles recherches sont en cours. Les dotations de lampes seront faites en concertation avec les agents. Les chaises (sales) en tissu dans la partie accueil seront remplacées. |



Pensez-y ! une difficulté qui concerne votre santé ou votre sécurité au travail ? Remplissez le registre SST. N'hésitez pas à nous en adresser une copie !

Fiches de signalement

Deux fiches de signalement émanant de services de la DRFiP44 ont été présentées aux membres du CHS-CT (1-Produits Divers et 2-trésorerie de Pontchâteau) : ces deux affaires ont été suivies d'effet par la direction.

Budget 2016 : les fiches action

| DIRECTION | OPÉRATION | COÛT | OBSERVATIONS |
|-----------|-------------------|------------|----------------|
| DRFiP | recherche amiante | 6 606,00 € | Devis à revoir |
| DSFiPE | Pose de stores | 2 030,40 € | Accepté |

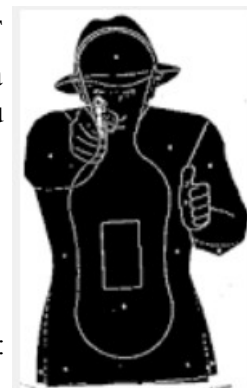
Pour information : 2 fiches action INSEE seront de nouveau proposées au prochain CHS-CT

Les orientations 2016 n'ayant pas été actées au CHS-Ministériel suite aux boycotts des représentants des personnels nationaux), le budget 2016 dédié au CHS-CT de Loire-Atlantique n'a pu être arrêté.

Questions diverses

■ **Rapport SYNDEX** : les membres du CHS-CT acceptent de le communiquer au CHS-CT de la Somme suite à leur demande.

■ **Audit IGF** : le Président nous expose les conditions dans lesquelles l'audit de l'IGF (Inspection Générale des Finances) a eu lieu. Il a été réalisé auprès de l'INSEE et de la DRFiP du Nord et de Loire-Atlantique. Il porte sur les conditions de travail, notamment au travers du prisme des DUERP et des Plans d'Actions. L'IGF n'a pas souhaité rencontrer les représentants des Personnels.



Décidément le dialogue social a du plomb dans l'aile à Bercy !!!!

Le directeur régional des Douanes a lui aussi été audité en sa qualité de président du CHS-CT44 : **FO** lui a reproché son manque de transparence, puisqu'à aucun moment, il ne nous en a avisé.

Prochain CHS-CT le 1er mars 2016



RÉSISTER FO
ET NE PAS LÂCHER

| | | | | | |
|------------------------------|--|---|---|---|---|
| Les élus FO en CHS 44 | Patricia DAVID FO INSEE | Chrystelle TONNELIER FO DRFiP 44 | Philippe NOBILET FO DRFiP 44 | Bruno LE CARRE FO DSFiPE (ex-TGE) | Anne-Françoise LOREAU (Experte) |
|------------------------------|--|---|---|---|---|